



L'insurrection des Gilets-Jaunes : le point sur la situation et le ric

Par [Jean-Yves Jézéquel](#)

Mondialisation.ca, 25 décembre 2018

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Droits humains et État policier](#), [Loi et Justice](#), [Pauvreté et inégalités sociales](#)

Analyses: [Gilets jaunes](#)

Après 18 mois à l'Élysée, Macron s'est précipité fébrilement dans les mesures antisociales à répétition ayant pour principal effet, celui de favoriser largement les plus riches...

Rappelons encore une fois que les voix exprimées pour Emmanuel Macron en 2017, s'élevaient au nombre de: 20.630.677,00 (le chiffre du Ministère de l'Intérieur étant différent compte tenu des magouilles sur les inscrits) sur 47.644.602,00 de Français inscrits sur les listes électorales.

Si Macron s'est retrouvé à l'Élysée, c'est donc avec le vote d'une minorité de Français : on avait déjà là une crise majeure du système électoral et de la « démocratie » française. Premier problème fondamental, posé en arrière fond du tableau brossé aujourd'hui par les Gilets-jaunes et expliquant pourquoi d'emblée, plus de 70% des Français se retrouvaient dans la colère de la rue.

Étant donné que les grands médias à la manœuvre – inondant l'espace médiatique par des infos manipulées – sont aux mains des milliardaires amis de Macron et dévoués à la cause ultra libérale; étant donné que ceux-ci ont largement démontré, lors de la campagne électorale de LREM, leur loyauté acquise et assurée au candidat de ce parti médiacrate, la justice électorale était tout d'abord balayée sans difficulté, mais encore, les électeurs n'avaient plus réellement accès à une juste information sur les autres candidats, ajoutant à une telle aberration, le fait que Macron allait profiter des ressources humaines de ces médias (TF1, LCI, BFM-TV, CNEWS, Le Monde, L'Express, Le Nouvel Obs, Le Point, Libération, Le Figaro...) comme aussi des ressources matérielles, financières, des infrastructures, de la logistique...etc, disqualifiant d'office, par ces moyens démesurés et leur avantage malhonnête, tous les autres candidats et notamment ceux que le système, avec la macronie, qualifiaient de « petits candidats ».

Le droit du Travail était massacré sans la moindre hésitation à coups de « calibre 49.3 ».

L'ISF était supprimé au profit des privilégiés et des nantis.

A cette occasion, les 100 plus gros patrimoines de France recevaient chacun 1,5 million d'euros.

La Flat tax (prélèvement forfaitaire unique sur les revenus du capital) a été substantiellement baissée, en passant de 50% à 30%!

Ainsi cette simple mesure devenait un manque à gagner pour les finances publiques de 4,5 milliards d'euros par an.

La taxe sur les carburants (4,5 milliards d'euros par an) correspondait à la suppression de l'ISF et à la diminution de la Flat Tax!

Le crédit d'impôts pour la compétitivité et l'emploi (CICE), conçu pour favoriser l'emploi, n'avait avantagé que les grandes entreprises du CAC40 qui ont en même temps baissé leurs cotisations sociales sur les salaires inférieurs à 2,5 fois le SMIC.

Cela signifiait donc 42 milliards d'euros de manque à gagner, chaque année, pour les finances publiques et un sabotage flagrant du système des cotisations de la sécurité sociale.

Toutes les aides sociales allaient massivement baisser et les prélèvements brutalement augmenter pour les plus modestes des Français!

Pertes budgétaires, cadeaux fiscaux pour les plus riches, réduction des aides sociales, les contrats aidés en partie supprimés: tout cela allait rapidement plomber davantage la condition des jeunes au chômage, (22% chez les moins de 25 ans).

Les APL (aides au logement), destinées aux étudiants étaient drastiquement diminuées alors que 20% d'entre eux vivent sous le seuil de pauvreté.

Macron s'adressait à l'un de ces jeunes au chômage, en lui disant : «Je traverse la rue, je vous trouve un emploi!»

L'humiliation du jeune chômeur par le mépris particulièrement développé chez cet homme sorti de chez Rothschild, a fait le tour du monde sur les réseaux sociaux en devenant un symbole au cœur de la colère.

La CSG est passée de 6,6% à 8,3%.

Les retraités, dont la pension moyenne était de 1283 euros par mois, ont vu leur revenu diminuer sévèrement.

Une retraitée expliquait à Macron, à l'occasion d'une visite de ce dernier au village de Charles De Gaulle, qu'elle survivait péniblement avec une pension dérisoire de 500 euros par mois. La réponse de Macron à cette vieille dame est elle aussi devenue un symbole au cœur de la colère des Gilets-jaunes: «Vous pouvez parler très librement, disait Macron à cette dame; la seule chose qu'on n'a pas le droit de faire, c'est de se plaindre!»

Entre les cadeaux aux plus fortunés, l'appauvrissement consécutif de l'État, le démontage des services publics, la suppression des fonctionnaires dans l'Éducation Nationale et la Santé, c'est le principe sacro saint du Conseil Nationale de la Résistance sur la solidarité qui était soldé définitivement et qui explique en grande partie la révolte des Gilets-jaunes.

Puis, le détonateur de l'insurrection des Gilets-jaunes allait être l'annonce de la hausse substantielle d'une « écotaxe » sur les carburants prévue pour janvier 2019.

9 millions de Français vivent actuellement sous le seuil de pauvreté, même en travaillant.

Plus de 3 millions de chômeurs ne retrouvent jamais de travail en France.

Il y a 2 millions de personnes qui n'ont pas été normalement scolarisées et qui témoignent d'une défaillance grave de l'État.

Il y a 200.000 SDF, les sans-abris.

Face à ce tableau qui peut paraître funeste, les plus favorisés reçoivent des cadeaux en milliards d'euros!

Comment voulez-vous que les plus défavorisés, qui sont nonobstant surtaxés, opprimés par l'impôt indirect et direct, les salaires ou les retraites de misère, des services publics dévastés, ne se mettraient-ils pas en colère et ne deviendraient-ils pas « violents », alors que cette extrême violence sociale les a maltraités depuis 40 ans? Soyons justes et objectifs sur ce sujet : les prédateurs de la Macronie en Marche au pouvoir, sont très mal placés pour venir donner au peuple des leçons de morale sur la « violence » inacceptable, dans les mouvements de protestation. La violence sociale imposée aux plus modestes est intolérable et elle vient de ces « élites » oligarchiques au pouvoir, ne raisonnant et ne jurant que par l'idéologie fasciste ultra libérale! Nous, les citoyens responsables, nous avons le devoir d'abattre cette dictature du mépris et de l'injustice sociale et fiscale en France!

Les lycéens ont à leur tour rejoint le mouvement des Gilets-jaunes ; il y a également une partie de la police nationale qui a rejoint les Gilets-jaunes; des fonctionnaires de différents secteurs de l'État se sont également mobilisés aux côtés des Gilets-jaunes; 80% de la population française est sympathisante et du côté de la colère des Gilets-jaunes. Ce mouvement continue de faire des émules dans le monde, même en Irak, même en Palestine, à Gaza, et les Britanniques tiennent en haute estime l'initiative des Gilets-jaunes, désirant suivre à leur tour cet exemple français: une première dans l'histoire! Car dans tous ces pays, c'est l'arbitraire de la domination bancaire qui impose sa loi de profit sur les peuples abusés en long, en large et en travers depuis 40 ans...

La réponse de la macronie a été et est toujours la répression!

Cette répression spectaculaire est inédite en France et les comportements innombrables d'une police hors-la-loi, sont tout à fait inquiétants dans le contexte actuel qui se durcit et qui a des conséquences inévitables sur les voisins, augurant certainement des temps gravement troublés dans toute l'Union Européenne.

On en est à 7 morts en France, dont une femme de 80 ans qui est décédée à Marseille après avoir été touchée par une grenade lancée volontairement par la police dans sa direction, alors qu'elle était à la fenêtre de son appartement.

Plus d'un millier de personnes ont été blessées par la police et quelques dizaines d'entre elles ont été gravement atteintes, voire mutilées à vie. Certains – dont une jeune lycéenne de 16 ans – ont été défigurés par les tirs de flash-balls reçus en plein visage, alors que la loi précise que seulement le buste et les jambes peuvent être visés dans certaines conditions détaillées par les règlements de la police. Une jeune étudiante de 20 ans a perdu irréversiblement un œil. D'autres ont été mutilés par des grenades explosives. Un jeune homme de 26 ans a été amputé de la main droite... etc.

Les images des violences policières filmées par les journalistes et les citoyens ont parfois été détournées et manipulées par les télévisions au service du pouvoir macronien en place; mais, notamment grâce aux médias alternatifs, ces images présentées dans toute leur

vérité ont eu un impact désastreux sur la macronie et son gouvernement. Des journalistes indépendants du système ont été pris à partie par les forces de l'ordre. On a assisté (des vidéos authentifiées circulent sur les réseaux sociaux), à du vol-à-la-tire, perpétré sur des femmes Gilets-jaunes, par des CRS ne se cachant pas de tels actes hors la loi!

«Plusieurs syndicats de presse ont dénoncé « les nombreux blessés parmi les journalistes de terrain, reporters et photographes » et condamné « les dérapages inadmissibles des forces de police ». « De nombreux photographes de presse, clairement identifiés comme tels, se sont fait confisquer leur équipement de protection individuel, parfois sous la menace d'une garde à vue. Ce qui a eu pour effet d'empêcher certains reporters de faire leur travail», soulignent les syndicats. «Il est totalement inacceptable, dans un pays théoriquement démocratique et dans un état de droit, que les pouvoirs publics ne garantissent pas la liberté d'informer», concluent les représentants de la presse.» (*Le Monde* titrait : « Des 'dérapages inadmissibles' de la police dénoncés par des syndicats de journalistes », le 10 décembre 2018).

Tous ces abus de pouvoir que nous avons pointés et qui sont pratiqués par la police française ouvertement hors-la-loi, sont le signe d'une dictature et le symptôme d'une impunité exceptionnelle pour un pays qui se revendique comme la patrie des « Droits de l'Homme »!

Pour calmer la colère, Macron a renoncé à la taxe sur les carburants. Il a annoncé une aide de 80 euros par mois, non incluse dans le traitement mensuel et donc non prise en compte pour le calcul des indemnités chômage et de la retraite, pour les salariés touchant le SMIC. Cette aide restera donc à la charge exclusive des contribuables, et non pas à la charge des entreprises. Le salaire brut, c'est-à-dire notamment les cotisations sociales pour la retraite, les indemnités chômage et la sécurité sociale, seront sévèrement diminuées au profit d'une augmentation minimale du salaire net. Emmanuel Macron n'entend pas le cri de ses concitoyens et ne semble pas vouloir l'entendre, car ce cri ne reconnaît pas l'idéologie ultra libérale qui inspire le locataire de l'Élysée et qui est la mire de toute son action déterminée.

L'augmentation de la CSG a également été annulée pour les retraités percevant une pension inférieure à 2000 euros par mois, mais seulement pour une année. Puis, la défiscalisation des heures supplémentaires a été annoncée à partir de 2019, à la fois pour les entreprises et les salariés. Cerise sur le gâteau : Macron a demandé aux entreprises « qui le peuvent » de donner une prime de fin d'année aux salariés d'un montant laissé à leur choix!

«Toutes les décisions annoncées sont aux frais des contribuables et au détriment du service public où des économies seront réalisées pour compenser le coût de ces mesures. Aucun geste n'a été annoncé pour les chômeurs, les petites retraites, les personnes survivant aux minima sociaux ou les fonctionnaires, c'est-à-dire une partie substantielle de la population », écrit Salim Lamrani, dans *l'Humanité* du 22 décembre 2018.

Ce que les Gilets-jaunes exigent, c'est davantage de justice sociale et de justice fiscale, avec un impôt plus progressif ne reposant pas uniquement sur cinq tranches. La classe moyenne elle aussi mobilisée dans les Gilets-jaunes, se retrouve à assumer le poids principal des prélèvements fiscaux, alors que les grandes fortunes, par la magie des niches fiscales ou de l'évasion fiscale légale comme illégale, arrivent à se soustraire à leurs obligations solidaires. Ainsi, les 40 plus grandes entreprises françaises possèdent 1454 filiales dans les paradis fiscaux.

Les Gilets-jaunes exigent un vrai plan de lutte contre la fraude fiscale qui détourne chaque année entre 80 et 100 milliards d'euros de l'impôt et qui prive la Nation de nombreux investissements nécessaires. Le peuple Français réclame que les grandes entreprises ne puissent plus pratiquer l'évasion fiscale par les combines « légales » leur permettant de transférer leurs profits dans ces pays « d'accueil » et de faire en sorte que les activités soient artificiellement déficitaires en France. Les Gilets-jaunes, certes sont les « gens qui ne sont rien », comme le disait Macron, avec le mépris pour les plus modestes, dont il a le secret. Mais ils ont des exigences tout à fait claires qui se mettent en forme actuellement à travers des initiatives, comme par exemple, celle de www.article3.fr, Parlement et citoyens; les « ateliers constituants » animés par « Les Citoyens Constituants » dont Etienne Chouard qui est actuellement la cible de la haine des chiens de garde du système en place... etc.

Les citoyens Français ne veulent pas de l'ultra libéralisme : ils avaient voté « non » au referendum sur la Constitution européenne le 29 mai 2005; ils veulent une justice sociale et une justice fiscale; ils sont toujours et encore attachés au Programme Économique et Social du Conseil national de la résistance: à savoir le principe de la solidarité, la sécurité sociale, l'éducation et la santé gratuites, les prestations sociales pour les catégories modestes, la retraite par répartition, le contrôle des secteurs stratégiques de l'économie par l'État, les services publics. Bref, ils veulent la démocratie participative et se mobilisent désormais pour le Referendum d'Initiative Citoyenne.

Ce qui est en cause dans la revendication citoyenne n'est pas de l'ordre de « l'impossible » comme s'il n'y avait « qu'une seule alternative » : celle de l'ultra libéralisme. Cette idéologie s'impose à tous et garde le silence même lorsqu'on lui démontre à quel point elle est une arnaque, une catastrophe, un désastre. Le désastre ne concerne évidemment pas ceux qui l'imposent au reste de la population : ces gens dominants s'en portent très bien. C'est pourquoi, les hérauts de l'ultra libéralisme n'ont jamais été aussi riches ni jamais aussi satisfaits : pourquoi devraient-ils penser que leur idéologie est une catastrophe alors qu'elle leur a apporté le pouvoir absolu des moyens disproportionnés d'une richesse illimitée?! Être le « renard dans le poulailler », c'est-à-dire se complaire dans ce rôle de pervers et de salaud, se complaire dans le carnage, faire bombance dans l'indécence complète, procure une jouissance à laquelle, pour ce « renard », il est inimaginable de renoncer! Le pouvoir en place persistera donc dans son entêtement et sa perversion et les Gilets-jaunes persisteront dans leur insurrection tant qu'ils n'auront pas réglé son compte à ce « renard ».

Il y a déjà bien longtemps, au moins depuis l'événement « Nuit Debout » sur la place de la République, que les ateliers constituants ont commencé le travail d'une réécriture de la Constitution. Ce travail déjà bien avancé est désormais sur la table de la concertation citoyenne et c'est vers une abolition de la 5^{ème} République que nous allons, afin de rendre réelle la volonté démocratique d'un peuple enfin devenu souverain. Le grand débat national va commencer, mais le travail de la réflexion a déjà été fait et il va maintenant se confronter localement et nationalement à l'échange entre des citoyens largement conscients du moment historique et du tournant déterminant dans lequel ils sont collectivement engagés...

Ceux qui pensent naïvement que le mouvement des Gilets-jaunes « s'essouffle », que les Gilets-jaunes sont de « moins en moins nombreux », se trompent tragiquement, car ils n'ont alors rien compris à ce qui se passe aujourd'hui ; ils n'ont toujours pas saisis que cette majorité de Français n'avait plus rien à perdre et que c'est pour cette raison qu'elle ira jusqu'au bout de sa démarche, car il n'y a pas d'autre solution que celle de la justice sociale

et de la justice fiscale avec une participation individuelle citoyenne dans la communauté de destin qui est la nôtre. Pour cela, le peuple va pour de bon reprendre sa destinée en mains et ne la confiera plus à personne d'autre, puisque tous les politiques l'ont tellement trompé en lui démontrant que le pouvoir sans un contre-pouvoir aussi fort dérivait systématiquement vers l'abus en s'attribuant une souveraineté que personne ne lui a jamais donnée. Les Gilets-jaunes rentreront chez eux le jour où le RIC aura été intégré à la Nouvelle Constitution de la France. L'idéal de l'Odéonsonie sera enfin envisageable chez nous parce qu'il représente la bonne direction d'une véritable Liberté, Egalité et Fraternité permettant de parler honnêtement de démocratie.

Jean-Yves Jézéquel

Photo : le Père Noël enfile son Gilet Jaune....

Source de la photo : vosgesmatin.fr

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © Jean-Yves Jézéquel, Mondialisation.ca, 2018

Articles Par : Jean-Yves Jézéquel

A propos :

Jean-Yves Jézéquel, philosophe et psychanalyste, diplômé du troisième cycle en sciences humaines, est l'auteur d'une trentaine d'essais en philosophie, spiritualité, religion, psychologie. Il publie également depuis 2014, une série d'analyses sur les grandes questions actuelles de société.

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca